

COP29 : les blocages persistent dans le sprint final

Les pays riches demandent que l'engagement de transition hors des énergies fossiles soit renouvelé

BAKOU - envoyé spécial

L'acte final du théâtre de la COP a commencé. «Inacceptable», a cinglé Wopke Hoekstra, devant une forêt de micros, à la sortie d'une conférence de presse, jeudi 21 novembre. Le commissaire européen chargé de l'action climatique venait de consulter une nouvelle version du texte crucial de cette 29^e Conférence des parties sur le climat (COP29), le New Collective Quantified Goal (NCQG), c'est-à-dire le nouvel objectif de financement à apporter aux pays en développement pour les aider à réussir leur transition climatique.

«Si vous regardez les aspects qui concernent l'atténuation [des émissions de gaz à effet de serre (GES)], cela ne reflète pas ce que nous avons promis nous-mêmes. Nous ne pouvons pas accepter qu'on fasse comme si la précédente COP n'avait pas existé. (...) Ce texte part dans une direction opposée.» Soudain, le souvenir de la COP28, à Dubaï, a resurgi dans le dernier sprint des négociations. En 2023, les parties avaient réussi à se mettre d'accord pour inscrire l'impératif d'une «transition hors des énergies fossiles», une première dans l'histoire de la diplomatie climatique.

Un an plus tard, face aux demandes des pays en développement qui espèrent entre 500 milliards et 1300 milliards de dollars (entre 476 milliards et 1240 milliards d'euros) d'aides, justement pour assurer cette transition énergétique, les responsables des pays développés n'ont toujours pas annoncé de chiffrage.

Alors, ils ont joué une autre carte. Lors de la séance plénière, jeudi, les pays riches les plus ambitieux d'un point de vue climatique, notamment les Européens, ont tous répété qu'il ne pourrait pas y avoir d'accord si les mots choisis pour évoquer la baisse des émissions n'étaient pas renforcés. «Quelqu'un a dit dans cette COP que les fossiles étaient un cadeau de Dieu, eh bien, il vaut mieux qu'ils restent dans le sol», a ironisé Lars Aagaard, ministre du climat

du Danemark, en référence aux mots du président azerbaïdjanais, Ilham Aliyev.

L'Union européenne (UE), qui a toujours appartenu aux alliances les plus allantes sur l'atténuation, va jouer cette carte le plus longtemps possible. Sauf que cette année, la partie s'annonce beaucoup plus serrée. La thématique ayant changé, les alliances ont évolué.

A Dubaï, les Européens, les Canadiens et les Britanniques pouvaient compter sur les pays les plus vulnérables aux changements climatiques, donc beaucoup du groupe de l'Afrique, de l'Amérique du Sud, des Etats insulaires, pour pousser les pays du Golfe, l'Inde et la Chine à accepter un texte sur une sortie des énergies fossiles.

A Bakou, une COP consacrée à la finance, les pays riches se retrou-

vent isolés face aux demandes des plus pauvres. «Nous devons être ambitieux sur l'atténuation, mais c'est la mise en œuvre de cette atténuation qui est cruciale. Et pour cela, nous devons parler de l'investissement», a affirmé Ali Mohamed, émissaire du Kenya et leader du groupe Afrique, rappelant que 600 millions d'Africains n'avaient même pas accès à l'électricité. Nous n'arriverons jamais à mettre en place des politiques d'atténuation sans ressources. Une analyse partagée et résumée de façon plus prosaïque par Juan Carlos Monterrey Gomez, ministre de l'environnement du Panama: «Parlons d'atténuation, mais alors payez pour l'atténuation...»

De l'argent pour mettre en œuvre l'accord de Dubaï... La stratégie des pays en développement

est lisible depuis des mois. Au fur et à mesure des heures qui s'écoulent, celle de l'UE est vue comme un évitement par les pays et les organisations non gouvernementales (ONG) du Sud.

«Atténuation»

«Bakou a été surnommé la «COP des finances», car tout le monde savait que l'objectif était de trouver un accord sur le financement de la lutte contre la crise climatique dans les pays du Sud», rappelle Mohamed Adow, directeur du think tank Power Shift Africa. Si l'UE tente aujourd'hui de parler d'atténuation, c'est qu'elle essaie d'esquiver ses responsabilités en matière de financement climatique. Pour de nombreux pays en développement, il faut un financement avant de pouvoir mettre en place des plans d'atténuation ambitieux.»

Concrètement, les pays riches, surtout les négociateurs de l'UE, bataillent dans de nombreux textes de cette COP pour essayer de faire vivre et même de renforcer l'accord de Dubaï. Dans le Dialogue des Emirats arabes unis, un document qui permet de suivre la mise en œuvre de ce qui a été conclu en 2023, la Chine, l'Inde et les pays du Golfe ne veulent même pas rappeler la «transition hors des énergies fossiles» dans le préambule. Les mêmes aimeraient axer ce document sur le suivi des financements alors que l'Europe veut justement imposer le suivi des efforts en matière d'atténuation.

L'UE souhaiterait aussi que des mots plus forts soient inscrits dans le NCQG, notamment sur les investissements décarbonés. «A chaque fois que des négocia-

Face aux demandes des pays en développement, les pays développés n'ont pas annoncé de chiffrage

teurs des pays développés évoquent l'atténuation, le sujet de la finance leur revient avec des interrogations sur la mise en œuvre de cette transition», rapporte Marin Pouget, chargée du suivi de la gouvernance internationale sur le climat au sein du Climate Action Network. Les non-avancées sur le texte principal, le NCQG, créent un flou sur tout le reste.»

Autre difficulté pour les pays les plus riches, ils ne sont pas arrivés à Bakou avec de nouveaux plans climatiques ambitieux. Une stratégie qui aurait permis de montrer l'exemple. En dehors des Emirats arabes unis et du Brésil, seul le Royaume-Uni en Europe a profité de la COP29 pour dévoiler sa nouvelle contribution déterminée au niveau national, qui prévoit une baisse de 81 % de ses émissions en 2035. Et, même si l'UE est la partie de la COP la plus vertueuse au niveau des émissions (-7,5 % entre 2022 et 2023), l'année 2024 a été plutôt marquée par des reculs dans les politiques environnementales, que ce soit sur le pacte vert européen ou sur l'électrification des véhicules en France, avec des coupes dans les budgets.

Et les investissements dans les énergies fossiles ne se sont pas taris. Rien qu'en 2024, Total a annoncé, selon l'ONG Bloom, lancer cinq nouvelles campagnes d'exploration, à Sao Tomé-et-Principe, en Algérie ou au Suriname... Lors d'une réunion, un négociateur a résumé à sa façon le souvenir de la COP des Emirats arabes unis: «Dubaï, personne ne peut s'en exonérer, mais personne ne peut être fier depuis un an.»

MATTHIEU GOAR

Attaques contre l'OFB: «De nouvelles étapes ont été franchies»

Pour le directeur de l'Office français de la biodiversité, Olivier Thibault, les agriculteurs qui s'en prennent à ses agents se trompent de cible

ENTRETIEN

Un bâtiment muré et recouvert de pneus et de fumier à Beauvais lundi 18 novembre, des bureaux saccagés et des agents insultés à Guéret mardi... L'Office français de la biodiversité (OFB), dont les 2 000 agents sont très visibles sur le terrain, est une nouvelle fois dans le collimateur de certains agriculteurs. Son directeur général, Olivier Thibault, dit comprendre le besoin de lisibilité sur les normes, mais appelle à ne pas faire de l'OFB un bouc émissaire.

Comment qualifiez-vous les récentes attaques visant l'OFB?

Par rapport aux manifestations du début de l'année, de nouvelles étapes ont été franchies. Il y a d'abord eu un quasi-attentat sur un agent [fin octobre dans le Tarn-et-Garonne]. Il est venu au contact des agriculteurs pour discuter et quelqu'un a démonté les écrous des roues de sa voiture. Il aurait pu avoir un accident grave. Et à Guéret, il y a eu une intrusion dans les locaux. Des gens ont cherché des documents pour essayer d'empêcher des procédures judiciaires. C'est l'Etat de droit qui est attaqué.

Nous sommes conscients que tous les agriculteurs ne sont pas responsables de ces actes. Et nous connaissons les difficultés auxquelles une partie du secteur fait face: l'OFB passe son temps à travailler avec les agriculteurs, à essayer de trouver des solutions. Il n'y a pas l'OFB et l'écologie d'un côté et l'agriculture de l'autre.

L'agriculture est la première victime du changement climatique. Si on veut produire de la nourriture, on a besoin d'un environnement en bon état et de travailler conjointement. Cela rend encore plus difficile le fait de se retrouver érigé comme un totem des problèmes ou un symbole des difficultés.

Pourquoi l'OFB est-il visé?

Nous sommes quasiment les seuls agents de l'Etat travaillant sur l'environnement qui sont au contact physique des habitants de la ruralité. L'OFB, ce sont 2 000 personnes qui passent leur vie dehors. Ils ont un uniforme, ils sont sur le terrain, ils sont visibles. Il est plus facile de taper sur eux que sur quelqu'un que vous ne connaissez pas et qui est caché derrière un écran. Les contrôles de la politique agricole commune se font par des observations satel-

«Il n'y a pas l'OFB et l'écologie d'un côté et l'agriculture de l'autre»

lites, d'autres contrôles se font par le biais des déclarations d'impôts.

Des agriculteurs disent être très contrôlés et sévèrement punis, alors que les contrôles sont peu nombreux et les peines souvent légères...

Les agriculteurs ont le sentiment qu'ils peuvent être lourdement sanctionnés pour des choses qu'ils ne jugent pas graves, même si en réalité les peines plafonnées ne sont jamais appliquées. Et beaucoup nous disent qu'ils ont été traités comme des délinquants parce qu'ils ont été convoqués à une audition et ont dû se justifier, même si à la fin ils n'ont eu qu'un simple rappel à la loi.

La complexité de la norme fait aussi qu'un agriculteur n'est jamais complètement sûr d'avoir tout fait comme il faut. Les règles en matière d'environnement

sont liées au territoire, aux dates, à la reproduction des animaux... On nous parle beaucoup de ce sentiment d'insécurité: quand un agent de l'OFB passe, on peut se retrouver en tort sur quelque chose qu'on n'avait pas vu venir.

Y a-t-il trop de normes et de réglementations?

L'OFB est chargé de veiller à l'application de la loi mais ne fait pas les règles. Ce que l'on constate, c'est qu'on a besoin de lisibilité. A la demande de parties prenantes, et notamment des agriculteurs, nous avons créé des règles qui s'adaptent à chacun des cas particuliers que peuvent rencontrer les gens. En faisant cela, nous avons fabriqué des usines à gaz. On peut faire un parallèle avec les routes: quand la vitesse était limitée à 90 km/h partout, c'était simple. Aujourd'hui, certains sont à 80, d'autres 70: on ne sait plus à combien on doit rouler si on n'est pas très attentif aux panneaux.

Pourquoi la convention entre l'OFB et les chambres d'agriculture, annoncée pour février, n'est-elle toujours pas signée?

Depuis six mois, on a travaillé sur un panel de choses que l'on

pense devoir améliorer. On a mis sur la table un projet de convention avec le monde agricole, que l'on a commencé à mettre en œuvre de manière informelle. On a fait des fiches pédagogiques sur les contrôles. On a proposé des formations, des méthodes de discussion.

Mais nous sommes dans une période où l'on ne peut pas discuter sereinement avec les syndicats agricoles car il y a des élections dans les chambres d'agriculture en janvier 2025.

La question du port d'arme des agents de l'OFB bloque-t-elle les discussions?

Pour un grand nombre d'agriculteurs, l'armement n'est pas un sujet. Ceux qui attaquent les armes violemment ne veulent pas de droit de l'environnement, et donc pas de police de l'environnement. Après, s'il faut rendre l'arme moins visible dans des cas particuliers, quand on fait du contrôle administratif, on s'adapte.

Au premier semestre, les contrôles administratifs ont baissé de 68 % et les enquêtes judiciaires d'un tiers. L'Etat a-t-il cédé aux agriculteurs?

Non, pas du tout. Pendant une crise, vous n'avez pas de bande passante pour des discussions rationnelles, donc on a fait très peu de contrôles pendant les manifestations du début d'année. Ensuite, on a fait le choix de faire des réunions pour expliquer nos actions, la réglementation. Cela nous a permis de recommencer les contrôles en étant mieux compris.

De quoi l'OFB a-t-il besoin pour accomplir ses missions?

Nous avons besoin d'obtenir un consensus social sur ce que l'on veut faire de nos territoires, en tenant compte du droit de l'environnement et du changement climatique. Mais pour ça, il faut convaincre, expliquer, et construire les règles au niveau local, sans les imposer d'en haut. Derrière, il faut des moyens humains et financiers pour accompagner ces évolutions. Nous avons aussi besoin qu'on ne se trompe pas de cible. Ce qui me frappe, c'est qu'on a l'impression qu'en tapant sur le symptôme, on résout la cause. Il y a sûrement des règles à faire évoluer, mais ce n'est pas en tapant sur le contrôleur qu'on va la changer. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR